

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales*

**Art. 5.** L'article 37/1 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales, inséré par le décret du 10 février 2006, est remplacé par la disposition suivante :

« Des réclamations contre l'élection et des réclamations relatives aux dépenses électorales sont introduites auprès du Conseil des Contestations électorales. La procédure de réclamation telle qu'établie aux articles 85<sup>ter</sup> à 85<sup>octies</sup> inclus de la Loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932, s'applique par analogie, étant entendu que "conseiller communal" est lu comme "conseiller provincial", "conseil communal" comme "conseil provincial", "liste communale" comme "liste provinciale" et "bureau de vote principal" comme "bureau principal de district". »

**Art. 6.** Les articles 37/1bis à 37/5 de la même loi, insérés par la loi du 7 juillet 1994 et modifiés par la loi du 12 août 2000 et par le décret du 10 février 2006, sont abrogés.

CHAPITRE IV. — *Modification du décret communal du 15 juillet 2005*

**Art. 7.** L'article 14 du décret communal du 15 juillet 2005, modifié par les décrets des 22 décembre 2006 et 23 janvier 2009, est complété par un point 6°, rédigé comme suit :

« 6° le conseiller communal qui est suspendu sur la base de l'article 85<sup>quater</sup>, § 2, de la Loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932. »

CHAPITRE V. — *Modification du décret provincial du 9 décembre 2005*

**Art. 8.** L'article 14 du décret provincial du 9 décembre 2005, est complété par un point 3°, rédigé comme suit :

« 3° le conseiller provincial qui est suspendu sur la base de l'application par analogie de l'article 85<sup>quater</sup>, § 2, de la Loi électorale communale, coordonnée le 4 août 1932. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique des Villes,  
du Logement et de l'Intégration civique,

M. KEULEN

—  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents* - Proposition de décret : 2112 - N° 1

- Rapport : 2112 - N° 2.

- Texte adopté en séance plénière : 2112 - N° 3.

*Annales* :

- Discussion et adoption : séance de l'après-midi du 22 avril 2009.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1811

[2009/202220]

**30 AVRIL 2009.** — Décret modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article L1124-21, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, le nombre "10 000" est remplacé par le nombre "20 000".

**Art. 2.** L'article 41 de la loi du 8 juillet 1976 est remplacé par :

« Chaque centre public d'action sociale a un secrétaire et un receveur. Le receveur local d'un centre public d'action sociale d'une commune comptant 20 000 habitants ou moins peut être nommé receveur de la commune; il ne peut toutefois être nommé receveur d'une autre commune, ni receveur d'un centre public d'action sociale d'une autre commune, ni receveur d'un centre public intercommunal d'action sociale.

Aux conditions et modalités arrêtées par le Gouvernement, le conseil de l'action sociale procède à l'évaluation du secrétaire et du receveur. »

**Art. 3.** L'alinéa 1<sup>er</sup> du § 1<sup>er</sup> de l'article L1123-15 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation est remplacé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le bourgmestre bénéficie du traitement suivant :

1. Communes de 300 habitants et moins : 13.785,16 euros.
2. Communes de 301 à 500 habitants : 15.242,03 euros.
3. Communes de 501 à 750 habitants : 16.697,77 euros.
4. Communes de 751 à 1 000 habitants : 18.639,00 euros.
5. Communes de 1 001 à 1 250 habitants : 20.580,68 euros.
6. Communes de 1 251 à 1 500 habitants : 21.186,92 euros.
7. Communes de 1 501 à 2 000 habitants : 21.793,61 euros.
8. Communes de 2 001 à 2 500 habitants : 22.582,33 euros.

9. Communes de 2 501 à 3 000 habitants : 23.492,59 euros.
10. Communes de 3 001 à 4 000 habitants : 24.523,74 euros.
11. Communes de 4 001 à 5 000 habitants : 25.433,75 euros.
12. Communes de 5 001 à 6 000 habitants : 28.100,02 euros.
13. Communes de 6 001 à 8 000 habitants : 29.912,10 euros.
14. Communes de 8 001 à 10 000 habitants : 31.983,61 euros.
15. Communes de 10 001 à 15 000 habitants : 36.663,56 euros.
16. Communes de 15 001 à 20 000 habitants : 39.276,32 euros.
17. Communes de 20 001 à 25 000 habitants : 46.817,39 euros.
18. Communes de 25 001 à 35 000 habitants : 49.891,02 euros.
19. Communes de 35 001 à 50 000 habitants : 52.810,93 euros.
20. Communes de 50 001 à 80 000 habitants : 61.937,53 euros.
21. Communes de 80 001 à 150 000 habitants : 74.668,50 euros.
22. Communes de plus de 150 000 habitants : 80.492,09 euros. »

**Art. 4.** L'article L 1124-6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation est remplacé comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le conseil communal fixe l'échelle du traitement du secrétaire, dans les limites minimum et maximum déterminées ci-après :

1. Communes de 300 habitants et moins : 22.032,79 euros - 33.887,15 euros.
2. Communes de 301 à 500 habitants : 22.032,79 euros - 33.887,15 euros.
3. Communes de 501 à 750 habitants : 22.032,79 euros - 33.887,15 euros.
4. Communes de 751 à 1 000 habitants : 22.032,79 euros - 33.887,15 euros.
5. Communes de 1 001 à 1 250 habitants : 22.032,79 euros - 33.887,15 euros.
6. Communes de 1 251 à 1 500 habitants : 22.032,79 euros - 33.887,15 euros.
7. Communes de 1 501 à 2 000 habitants : 22.032,79 euros - 33.887,15 euros.
8. Communes de 2 001 à 2 500 habitants : 22.032,79 euros - 33.887,15 euros.
9. Communes de 2 501 à 3 000 habitants : 22.032,79 euros - 33.887,15 euros.
10. Communes de 3 001 à 4 000 habitants : 22.323,64 euros - 34.333,24 euros.
11. Communes de 4 001 à 5 000 habitants : 23.461,78 euros - 35.607,24 euros.
12. Communes de 5 001 à 6 000 habitants : 24.599,95 euros - 36.881,28 euros.
13. Communes de 6 001 à 8 000 habitants : 26.655,23 euros - 39.259,64 euros.
14. Communes de 8 001 à 10 000 habitants : 28.472,96 euros - 41.978,49 euros.
15. Communes de 10 001 à 15 000 habitants : 30.080,18 euros - 44.427,62 euros.
16. Communes de 15 001 à 20 000 habitants : 32.613,01 euros - 47.593,65 euros.
17. Communes de 20 001 à 25 000 habitants : 33.475,07 euros - 49.281,46 euros.
18. Communes de 25 001 à 35 000 habitants : 35.562,09 euros - 52.516,86 euros.
19. Communes de 35 001 à 50 000 habitants : 37.729,92 euros - 55.590,45 euros.
20. Communes de 50 001 à 80 000 habitants : 40.334,58 euros - 58.988,12 euros.
21. Communes de 80 001 à 150 000 habitants : 42.712,75 euros - 62.223,75 euros.
22. Communes de plus de 150 000 habitants : 46.320,47 euros - 67.076,74 euros.

Les montants minima et maxima des échelles de traitement du secrétaire sont rattachés à l'indice-pivot 138,01.

Le Gouvernement peut adapter les échelles de traitement. »

**Art. 5.** Dans le livre premier, titre premier, chapitre IV, une section 3 intitulée "De l'évaluation" est ajoutée.

Elle est complétée de l'article L1124-50 libellé comme suit :

« Aux conditions et modalités arrêtées par le Gouvernement, le conseil communal procède à l'évaluation du secrétaire communal, du secrétaire communal adjoint et du receveur. »

**Art. 6.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—————  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement wallon*, 926 (2008-2009), n<sup>os</sup> 1 à 5.

*Compte rendu intégral*, séance publique 30 avril 2009.

Discussion - Votes.

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1811

[2009/202220]

**30 APRIL 2009. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke Democratie en de Decentralisatie en van de wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel L1124-21, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke Democratie en de Decentralisatie wordt het aantal "10 000" vervangen door het aantal "20 000".

**Art. 2.** Artikel 41 van de wet van 8 juli 1976 wordt vervangen als volgt :

« Elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn heeft een secretaris en een ontvanger. De plaatselijke ontvanger van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente die 20 000 inwoners of minder telt kan tot ontvanger van de gemeente benoemd worden; hij mag evenwel niet tot ontvanger van een andere gemeente, ontvanger van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een andere gemeente of ontvanger van een intergemeentelijk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn benoemd worden.

De secretaris en de ontvanger worden door de raad voor maatschappelijk welzijn geëvalueerd onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt. »

**Art. 3.** In artikel L1123-15, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke Democratie en de Decentralisatie wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« § 1. De burgemeester ontvangt de volgende wedde :

1. Gemeenten van 300 inwoners en minder : 13.785,16 euro.
2. Gemeenten van 301 tot 500 inwoners : 15.242,03 euro.
3. Gemeenten van 501 tot 750 inwoners : 16.697,77 euro.
4. Gemeenten van 751 tot 1 000 inwoners : 18.639,00 euro.
5. Gemeenten van 1 001 tot 1 250 inwoners : 20.580,68 euro.
6. Gemeenten van 1 251 tot 1 500 inwoners : 21.186,92 euro.
7. Gemeenten van 1 501 tot 2 000 inwoners : 21.793,61 euro.
8. Gemeenten van 2 001 tot 2 500 inwoners : 22.582,33 euro.

9. Gemeenten van 2 501 tot 3 000 inwoners : 23.492,59 euro.
10. Gemeenten van 3 001 tot 4 000 inwoners : 24.523,74 euro.
11. Gemeenten van 4 001 tot 5 000 inwoners : 25.433,75 euro.
12. Gemeenten van 5 001 tot 6 000 inwoners : 28.100,02 euro.
13. Gemeenten van 6 001 tot 8 000 inwoners : 29.912,10 euro.
14. Gemeenten van 8 001 tot 10 000 inwoners : 31.983,61 euro.
15. Gemeenten van 10 001 tot 15 000 inwoners : 36.663,56 euro.
16. Gemeenten van 15 001 tot 20 000 inwoners : 39.276,32 euro.
17. Gemeenten van 20 001 tot 25 000 inwoners : 46.817,39 euro.
18. Gemeenten van 25 001 tot 35 000 inwoners : 49.891,02 euro.
19. Gemeenten van 35 001 tot 50 000 inwoners : 52.810,93 euro.
20. Gemeenten van 50 001 tot 80 000 inwoners : 61.937,53 euro.
21. Gemeenten van 80 001 tot 150 000 inwoners : 74.668,50 euro.
22. Gemeenten van meer dan 150 000 inwoners : 80.492,09 euro. »

**Art. 4.** Artikel L 1124-6 van het Wetboek van de plaatselijke Democratie en de Decentralisatie wordt vervangen als volgt :

« § 1. De gemeenteraad legt de weddeschaal van de secretaris vast binnen de volgende minimum en maximumgrenzen :

1. Gemeenten van 300 inwoners en minder : 22.032,79 euro. - 33.887,15 euro.
2. Gemeenten van 301 tot 500 inwoners : 22.032,79 euro. - 33.887,15 euro.
3. Gemeenten van 501 tot 750 inwoners : 22.032,79 euro. - 33.887,15 euro.
4. Gemeenten van 751 tot 1 000 inwoners : 22.032,79 euro. - 33.887,15 euro.
5. Gemeenten van 1 001 tot 1 250 inwoners : 22.032,79 euro. - 33.887,15 euro.
6. Gemeenten van 1 251 tot 1 500 inwoners : 22.032,79 euro. - 33.887,15 euro.
7. Gemeenten van 1 501 tot 2 000 inwoners : 22.032,79 euro. - 33.887,15 euro.
8. Gemeenten van 2 001 tot 2 500 inwoners : 22.032,79 euro. - 33.887,15 euro.
9. Gemeenten van 2 501 tot 3 000 inwoners : 22.032,79 euro. - 33.887,15 euro.
10. Gemeenten van 3 001 tot 4 000 inwoners : 22.323,64 euro. - 34.333,24 euro.
11. Gemeenten van 4 001 tot 5 000 inwoners : 23.461,78 euro. - 35.607,24 euro.
12. Gemeenten van 5 001 tot 6 000 inwoners : 24.599,95 euro. - 36.881,28 euro.
13. Gemeenten van 6 001 tot 8 000 inwoners : 26.655,23 euro. - 39.259,64 euro.
14. Gemeenten van 8 001 tot 10 000 inwoners : 28.472,96 euro. - 41.978,49 euro.
15. Gemeenten van 10 001 tot 15 000 inwoners : 30.080,18 euro. - 44.427,62 euro.
16. Gemeenten van 15 001 tot 20 000 inwoners : 32.613,01 euro. - 47.593,65 euro.
17. Gemeenten van 20 001 tot 25 000 inwoners : 33.475,07 euro. - 49.281,46 euro.
18. Gemeenten van 25 001 tot 35 000 inwoners : 35.562,09 euro. - 52.516,86 euro.
19. Gemeenten van 35 001 tot 50 000 inwoners : 37.729,92 euro. - 55.590,45 euro.
20. Gemeenten van 50 001 tot 80 000 inwoners : 40.334,58 euro. - 58.988,12 euro.
21. Gemeenten van 80 001 tot 150 000 inwoners : 42.712,75 euro. - 62.223,75 euro.
22. Gemeenten van meer dan 150 000 inwoners : 46.320,47 euro. - 67.076,74 euro.

De minimum- en maximumbedragen van de weddeschalen van de secretaris worden gekoppeld aan de spilindex 138,01.

De Regering kan de weddeschalen aanpassen. »

**Art. 5.** In boek I, titel I, hoofdstuk IV, wordt een afdeling 3 met het opschrift "Evaluatie" ingevoegd.

Ze wordt aangevuld met artikel L1124-50, luidend als volgt :

« De secretaris en de ontvanger worden door de raad voor maatschappelijk welzijn geëvalueerd onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt. »

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 926 (2008-2009), nrs. 1 tot 5.

*Volledig verslag*, openbare vergadering van 30 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1812

[2009/202221]

### 30 AVRIL 2009. — Décret modifiant le décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le chapitre 1<sup>er</sup> du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, il est inséré un article 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>/1. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1<sup>o</sup> personnes étrangères : les personnes ne possédant pas la nationalité belge, séjournant de manière durable ou temporaire sur le territoire de la région de langue française;

2<sup>o</sup> personnes d'origine étrangère : les personnes qui ont émigré en Belgique ou dont l'un des ascendants a émigré en Belgique et qui ont la nationalité belge;

3<sup>o</sup> le développement social : est une démarche visant à améliorer la capacité du public cible à vivre en toute sécurité et à lui permettre de participer pleinement à la société. Il est indissociable de son contexte culturel, économique, politique et spirituel et ne peut être envisagé dans une perspective uniquement sectorielle. Il relève d'une multiplicité de dimensions et de l'atteinte de plusieurs objectifs sociaux énumérés à l'article 15;

4<sup>o</sup> projet de co-développement : le projet de développement social, économique, culturel et politique, appuyé sur une collaboration entre les personnes étrangères ou d'origine étrangère, leurs organisations et leurs partenaires, publics et privés, à la fois dans les pays d'origine et de destination, avec un cadre de référence partagé;

5<sup>o</sup> plan local d'intégration : le plan qui favorise l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, en mettant en évidence leurs besoins spécifiques et en définissant les stratégies à développer pour mieux les rencontrer, sur chaque territoire couvert par un centre prévu au chapitre III;

6<sup>o</sup> le plan de cohésion sociale : le plan visé par le décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

7<sup>o</sup> la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère : la commission mentionnée à l'article 59 du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, dénommée ci-après "la commission";